

SANDBERG, L. Anders, dir., *Trouble in the Woods: Forest Policy and Social Conflict in Nova Scotia and New Brunswick*. Fredericton, Acadiensis Press, 1992. vi-234 p. 19,95 \$

Guy Gaudreau

Volume 46, numéro 4, printemps 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305168ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305168ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gaudreau, G. (1993). Compte rendu de [SANDBERG, L. Anders, dir., *Trouble in the Woods: Forest Policy and Social Conflict in Nova Scotia and New Brunswick*. Fredericton, Acadiensis Press, 1992. vi-234 p. 19,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 46(4), 701–703. <https://doi.org/10.7202/305168ar>

SANDBERG, L. Anders, dir., *Trouble in the Woods: Forest Policy and Social Conflict in Nova Scotia and New Brunswick*. Fredericton, Acadiensis Press, 1992. vi-234 p. 19,95\$

Cet ouvrage est une contribution à l'histoire de la gestion des forêts publiques et privées au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Recueil de textes, l'ouvrage est signé par huit spécialistes en sciences sociales, parmi lesquels on dénombre quelques historiens. Dix textes ont été rassemblés, dont deux sont en français.

Si le ton s'apparente parfois aux écrits propres à la science politique avec le manque de recul que cela signifie par rapport aux événements récents — c'est le cas du texte de Peter Clancy qui porte sur les années 1960 à 1985 —, dans l'ensemble, l'historien y trouvera une foule d'informations sur l'histoire forestière de deux des provinces des Maritimes depuis 1875 et surtout pour la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale. Quoique ce genre de recueil donne d'habitude une impression d'éclatement et de manque de cohérence, l'ouvrage dirigé par le géographe Anders Sandberg, constitue une belle exception. Deux raisons peuvent expliquer cette homogénéité de l'ouvrage: la présentation de deux solides textes en introduction et en conclusion (les autres textes sont répartis également entre l'histoire du Nouveau-Brunswick et celle de la Nouvelle-Écosse), et le fait que les auteurs aient bien ciblé leurs propos autour de la question des politiques forestières (particulièrement sur le bois à pâte) et des enjeux sociaux qui en découlent.

Les tableaux qui accompagnent certains textes sont mal annoncés, mais il convient néanmoins de souligner quelques mérites sur le plan de la présentation. D'une part, on a conservé les nombreuses références au bas de chaque page, ce qui facilite la lecture et permet d'évaluer rapidement la richesse du dépouillement effectué, et d'autre part, une carte de la région étudiée accompagne chaque texte lorsque cela s'avère nécessaire. Dans cette

même veine, il est malheureux que le texte de Raymond Léger n'ait pas été révisé; on aurait pu ainsi éviter plusieurs fautes qui agacent le lecteur. Mais comme toute, la présentation est plus qu'agréable.

Cet ouvrage illustre, sous plusieurs aspects, le rôle du mode de mise en valeur de la forêt publique dans le développement des activités forestières. D'abord, la concession forestière et les conditions qui s'y rattachent supposent la complicité ou l'aval des gouvernements en place qui deviennent, en quelque sorte, des clients des grandes entreprises dépositaires de capitaux et générateurs de revenus indispensables à l'équilibre des budgets («client state»). Et sur ce point, l'ouvrage abonde d'exemples croustillants démontrant que ces gouvernements, pourtant chargés de gérer un bien public, privilégient les grosses entreprises, souvent étrangères, au détriment des petits producteurs et au détriment même d'une saine gestion des Terres de la Couronne. En Nouvelle-Écosse, à la fin des années 1950, les responsables gouvernementaux iront même jusqu'à modifier purement et simplement les estimations des stocks encore disponibles de bois à pâte dans la province et ce, afin de justifier la venue de nouvelles entreprises papetières (voir l'article de Glyn Bissix et Anders Sandberg, p. 173).

La concession forestière, parce qu'elle attribue en exclusivité un droit de coupe à son détenteur, débouche sur une monopolisation des forêts publiques et sert ainsi de moyen de négociations aux entreprises dans leurs rapports avec les petits producteurs privés, fournisseurs de bois à pâte. Bill Parenteau, dans son excellente analyse des problèmes de mise en marché du bois à pâte au Nouveau-Brunswick dans les années 1960 et 1970, a bien saisi le rôle des réserves forestières servant de moyen de chantage pour les entreprises désireuses de forcer les petits producteurs à faire baisser leur prix (p. 117; voir aussi, sur cette question, le texte de Nancy Colpitts, p. 99).

La concession n'est pas seulement le lieu de la coupe, elle est aussi un instrument essentiel dans la stratégie d'accumulation de capital par les entreprises parce qu'elle peut faire facilement l'objet d'une mise en réserve à des fins spéculatives et ce, avec l'approbation des gouvernements. En effet, Serge Côté, dans son texte sur la «Bathurst Lumber» (p. 45), comme Anders Sandberg dans son analyse de l'immense bloc de forêt concédé au Cap Breton (p. 69 et 82), et comme Nancy Colpitts traitant de l'histoire de la section du Nouveau-Brunswick qui deviendra le parc national de Fundy (p. 96), ont souligné cette question négligée par plusieurs chercheurs.

On doit retenir néanmoins deux défauts à cet ouvrage, lesquels risquent peut-être d'en diminuer le mérite. Le premier est le caractère fragmentaire des informations sur les politiques et les règlements afférents à la gestion des terres et des forêts. Le second résulte de l'absence de réflexion sur les travailleurs forestiers.

Le premier défaut empêche le lecteur de bien saisir l'évolution des enjeux. Non pas que les auteurs aient oublié d'y faire référence, mais c'est par petites brides que l'évolution des politiques est tracée, sans compter que le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ont adopté des politiques différentes et à des moments différents de leur histoire. Il aurait fallu s'y consacrer

de façon plus complète, sinon on ne comprend plus le sens des quelques amendements ou politiques dont on nous fait part avec moult détails.

Le deuxième problème ressort dans les deux analyses faites des difficultés qu'éprouvent les petits producteurs de bois à pâte dans leur mise en marché. Quoique fort utiles pour bien comprendre les stratégies d'approvisionnement des entreprises papetières, ces deux études — l'une portant sur le Nouveau-Brunswick (Bill Parenteau) et l'autre sur la Nouvelle-Écosse (Peter Clancy) — ne font pratiquement aucune référence aux travailleurs forestiers. Pourtant leurs intérêts sont opposés et on se serait attendu à ce qu'on nous explique leur silence, si silence il y a eu. Sandberg a bien tenté, en introduction, d'atténuer cette faiblesse de l'ouvrage en y consacrant deux pages (p. 15-16), mais l'impression demeure.

Au-delà de ces critiques, il convient, en terminant, de souligner peut-être le plus grand intérêt de cet ouvrage, soit d'avoir montré l'utilité des études comparatives de la gestion des forêts publiques par les provinces canadiennes. Non seulement les auteurs ont-ils donné un bon aperçu de certaines périodes de l'histoire forestière de ces deux provinces, mais les références qu'ils ont faites en regard de la politique québécoise, notamment de son plan de mise en marché de 1961, nous amènent à élargir encore davantage le champ d'analyse de l'histoire forestière. À quand une étude systématique des politiques en matière de gestion du domaine public des provinces de l'Ontario, du Québec et des Maritimes?

*Département d'histoire
Université Laurentienne*

GUY GAUDREAU